

HISTOIRE D'UN COMITE DE CHOMEURS



Quoi qu'en dise BARRÉ et ses ministres le chômage est aujourd'hui une réalité pour près de 1,5 million de travailleurs et de travailleuses. Notre région, le Centre, est une des plus touchées et l'Indre et Loire compte actuellement au bas mot 10.000 chômeurs et chômeuses. En touraine, comme ailleurs, les gros bataillons du chômage sont fournis par les jeunes et les femmes.

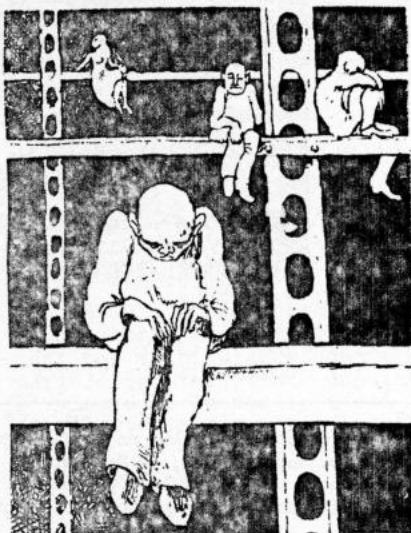
L'action et l'organisation des chômeurs est particulièrement difficile pour diverses raisons (on y reviendra); Dans notre région les comités de chômeurs sont rares: depuis mai 75 on en a compté 4, le comité CGT d'Orléans, le comité CGT de Tours, le comité CFDT de Loches et le comité CFDT de Tours. Des trois premiers rien à dire sinon que leurs expériences ont été très brèves et sans grande réalité. C'est du comité CFDT de Tours, dont nous avons été membres, que nous allons parler car de mai 75 à mars 77 il a été la seule expérience véritable sur la région; expérience qui mérite donc de s'y arrêter un peu, histoire d'en voir à notre sens les réussites, les échecs et les limites.

naissance

Né en mai 75, le comité CFDT de Tours a eu un accouchement un peu bizarre. A cette époque dans la CFDT, suite à plusieurs articles dans la presse confédérale, la mode était aux comités de chômeurs, on en causait beaucoup. A l'UIS CFDT de Tours la question était venue sur le tapis un peu comme un vœu pieux. Cette "proposition" de constituer un comité allait être reprise au bonhûles gauchistes de l'UIS (essentiellement la LCR) et, contrairement à l'habitude les choses furent menées rondement et le comité se constitua. En mai 75, sa composition quasi-exclusive de militants ou sympathisants de la LCR devait se faire mordre les doigts de plus d'un des reformistes de l'UIS; depuis lors le comité allait toujours être considéré par ceux-ci (et ils font poids dans l'UIS) un peu comme le renard gauchiste dans le poulailler syndical.

Parti à 4 ou 5 en mai 75, après l'été le comité allait pas mal s'élargir et de septembre 75 à l'été 76 il regroupa de 15 à 20 chômeurs et chômeuses. De plus, même si les militants trotskistes de la LCR restaient largement représentés (ils le resteront tout le long du comité) ils n'étaient plus hégémoniques. Au comité nous étions surtout des jeunes pour la plupart anciens salariés mais aussi pour quelques uns sortant des facultés; à noter que pour ce qui est des anciens salariés, il y avait peu d'ouvriers, tout le temps du comité il n'y aura aucun des syndiqués licenciés pour rejoindre le comité. La plus grande partie d'entre nous, nous étions des gens d'extrême-gauche (c'est général dans presque tous les comités), qu'ils soient organisés (LCR, PS, JCG, OCL) ou inorganisés ou bien bossant au "p'tit rouge de touraine".

Même s'il y avait pas mal de "passage" c'est un noyau de chômeurs assez stable qui a animé le comité quasiment de septembre 75 à sa dissolution en mars 77.



Dans l'histoire du comité il y a 3 périodes bien distinctes; la première court de mai 75 à l'été 75; la seconde va de septembre 75 à l'été 76, période active sinon activiste; et enfin la dernière période de septembre 76 à mars 77 où une remise en cause de l'action passée, la recherche de nouvelles formes d'actions, d'une nouvelle démarche dans la lutte entraîneront des clivages et des blocages au sein du comité et à la dissolution de celui-ci; mais n'anticipons pas trop.

Pour ce qui est de la première période rien à dire sinon que le comité se limita à sortir 1 ou 2 tracts; pour ce qui s'est passé dès septembre 75 le plus simple est de s'en référer au document rédigé par le comité et adressé aux autres comités de France (ça date de décembre 75):

"ACTION DU COMITE DE CHOMEURS CFDT:

Le comité est donc né en mai dernier; jusqu'en septembre malgré quelques initiatives le comité n'a pas pris l'essor souhaitable et nécessaire: peu de chômeurs organisés et une audience faible. Après cette période de stagnation, depuis l'automne 75 le comité s'est développé tant numériquement

que rapport à une audience plus grande parmi les chômeurs.

Le comité par tracts, affiches, panneaux ou prises de parole affirmait son existence en apparaissant régulièrement sur l'agence de l'emploi lors des pointages. Une étape très importante dans l'action du comité fut le fait qu'il se donna un bulletin qui est diffusé régulièrement tous les deux pointages. Ce bulletin est un outil primordial dans l'action; il a deux objectifs:

- informer sur les problèmes pratiques du chômage, les ASSEDIC, les loyers, les impôts, la SS etc...; nombre de chômeurs n'utilisent pas les quelques possibilités ouvertes par les lois et les règlements car ils ignorent celles-ci sinon les textes précis sur lesquelles elles s'appuient.
- donner aux chômeurs les éléments d'information et d'analyse leur permettant d'avoir une conscience claire et précise de leur situation de chômeurs. Sortir ainsi de l'individualisme forcené du chômeur et de sa conscience coupable et honteuse. Une telle prise de conscience étant la condition obligatoire d'un combat collectif des chômeurs.

(...) "

MORS ON SE DÉCIDE, QUOI! ON FAIT UN SIT-ING ON LEUR DONNE DES PÂTES, ON DISTRIBUE LES TRACTS, ON COMMENCE UNE GRÈVE DE LA FAIM ?



De septembre 75 à l'été 76 il est sorti 7 numéros du bulletin, quasiment un tous les 2 pointages. Au début il n'avait que 8 pages ronçonnées mais dès le second numéro il était tiré sur offset, avait de 12 à 16 pages et était diffusé régulièrement entre 500 et 600 exemplaires. Le comité avait donc une audience certaine sur les files de pointage. Le problème qui se posait à l'époque (et il le restera par la suite car non résolu) c'était comment transformer cette audience en une participation active des chômeurs à des actions. Un des épisodes les plus marquants et le plus significatif de cette recherche d'une solution à ce problème fut la campagne "transporte gratuits".

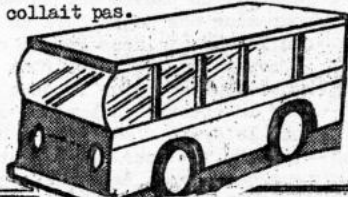
En février 76 fut lancée une campagne d'action et d'information sur le thème des transports gratuits pour les chômeurs. A cette époque cette revendication remuait pas mal de comités en France car à Toulouse et à Grenoble les comités locaux l'avaient obtenus. A Tours la société de transports urbains est une société d'économie mixte et la lutte pour les transports gratuits revenait donc à s'affronter directement à la municipalité, c'est à dire Royer.

Une lettre ouverte à Royer, réclamant la gratuité des transports fut signée par un peu plus d'un milliers de chômeurs et contre-signée par 2000 travailleurs tourangeaux dans les entreprises et sur les marchés de la ville. Ports de ces 3000 signatures obtenues par un gros travail de popularisation nous allons voir Royer; la réponse est négative mais il promet d'étudier un système de réduction. Lors de l'entrevue nous avons appelés les chômeurs et les gens des sections d'entreprises à être présent en délégation massive. Autant du côté des chômeurs que des travailleurs en activité, très peu étaient là. Afin d'accélérer la réponse de Royer, en mai 76, nous bloquons un bus électrique à Tours; là aussi nous sommes peu nombreux bien que plus de camarades des sections

GDFM aient répondu à notre appel que la fois précédente.

En juillet, Royer répondait définitivement par la négative. Sur les transports gratuits nous avions échoués puisque nous n'avions rien obtenu mais surtout parce que la mobilisation active des chômeurs avait été nulle.

Se déroulant de février à mai 76 la campagne "transports-gratuits" absorba pas mal de notre énergie, on tirait tract sur tract, on faisait panneau sur panneau, intervention sur intervention que ce soit pour les transports ou pour empêcher des saisies ou pour imposer un panneau d'expression libre dans l'ANPE; et n'oublions pas que le bulletin du comité sortait chaque mois. Ce fut un peu la "belle époque" du comité, on se démenait pas mal mais pour nénette; et si les questions ne se posent pas immédiatement, on sentait bien que ça ne collait pas.



DROIT D'EXPRESSION :

Aujourd'hui nous sommes un million en France et 7 000 à Tours. Un million à attendre le bon vouloir des patrons, à attendre quelque chose des notables, à attendre les allocations, à attendre le pointage, à attendre pour les attestations et autres paperasses, un million à attendre le "bon temps" de la reprise économique.

Attendre encore, attendre toujours et accepter cette situation et supporter les saisies, les coupures EDF-GDF et accepter les offres d'emploi avec déqualification avec éloignements de la maison, avec des bas salaires.

Un chômeur ça doit attendre, accepter, subir, laisser se mettre en statistiques mais surtout ça doit se taire.

Un chômeur ça doit s'écraser pour permettre au ministre de service de déclarer que le chômeur en France est le mieux payé du monde.

Nous les chômeurs du comité C. F. D. T. de Tours, avons décidé que cela suffisait; que nos droits nous ne devions pas les attendre de ces beaux messieurs

d'en-haut qui n'ont jamais connu le chômage. Les droits ça ne s'est jamais donné-ça s'est pris !

Et un de nos droits, c'est le droit d'expression; une de nos revendications c'est d'avoir dans toutes les A. N. P. E. des panneaux où pourront être affichés, mis noir sur blanc, nos problèmes, nos revendications; des panneaux autour desquels nous pourrions discuter, voir ce qu'il faut faire et comment faire. Nous voulons des panneaux pour les comités, pour les chômeurs.

Actuellement le règlement des A. N. P. E. ne prévoit pas cette disposition, nous a déclaré, lors d'une entrevue le Chef de la Section Départementale de l'A. N. P. E. Néanmoins, il nous a promis de transmettre aux "instances supérieures" une lettre du comité appuyant nos revendications.

L'expérience a prouvé qu'il ne fallait pas tout attendre de ce genre de procédure.

Donc nous avons décidé d'appuyer notre demande en posant symboliquement notre panneau à l'A.N.P.E.

Cela n'ira pas sans poser aussi quelques problèmes avec la Direction de notre agence alors PRENONS LA PAROLE ET GARDONS LA !

tract d'avril 76

LE COMITE

Depuis un an le comité de chômeurs CFDT de Tours tente de regrouper le plus de chômeurs dans la lutte contre les conditions de vie qui nous sont imposées.

SE REGROUPER

Trop de chômeurs, encore, compte sur la chance ou la démerde individuelle pour s'ensortir. Les mesures en notre faveur ne nous seront pas accordées généreusement par le patronat et son gouvernement ; nous devrions les imposer par la force. Et cette force ne naîtra qu'avec le regroupement de tous les chômeurs et travailleurs.

LUTTER

Le droit du pauvre est un mot creux, pour nous pas de recours en dehors des luttes que nous serons capables de mener. Se battre pour la garantie de ressources, pour la sécu à tous, pour la création d'emplois utiles, pour le droit d'expression dans les A.N.P.E.... Nous devons lutter aussi pour des loyers égaux au plus à 10 % des ressources (charges comprises) pour l'ouverture des crèches aux enfants des chômeurs(ses) et ceci gratuitement.... et les transports, les soins gratuits aussi. Nous devons lutter pour tout car nous n'avons rien, rien à perdre donc tout à gagner.

Le comité regroupe tous les chômeurs syndiqués ou non, seule condition être chômeur (chômeuse) et lutter contre la vie qui nous est faite.

OFFRES D'EMPLOIS

authentiques... mais si... mais si.

① On demande des personnes sachant très bien compter jusqu'à 10 pour vérification des doigts dans une fabrique de gants.

② Ancien Garde mobile cherche emploi stable.

③ Complètement fauché, accepterait place homme de paille.

suite de l'histoire...

Après la coupure rituelle de l'été 1976, on se retrouva en septembre au comité : des "anciens", quelques nouveaux qui connaissaient les activités du comité et voulaient faire quelque chose d'effectif.

Au début, on s'était mis d'accord, plus ou moins tacitement, pour ne pas recommencer les "erreurs" des actions passées. Erreurs, qui à nos yeux (entout cas pour ceux qui n'étaient pas à la L. C. R.) se concrétisaient dans le fait que le peu de gens qui venait au comité, venait plus parce qu'ils étaient déjà engagés politiquement ou syndicalement que sur la base de la pratique du comité.

Pour les quelques "non militants" qui étaient venus au comité dans la période précédente (septembre 75 - été 76) pour voir ce qui s'y passait, ils s'en étaient tirés rapidement ou bien avaient participé épisodiquement

CE QUE NOUS VOULONS ...

Le comité de chômeurs a publié dans son bulletin une plate-forme revendicative portant sur divers points précis (crèches, loyers, EDF-GDF, transports, etc...) et qui s'articule autour des thèmes de la garantie des ressources et d'un emploi utile pour tous.

Ces deux thèmes, qui sont les fondements de notre plate-forme doivent donc être développés pour plus de clarté.



parce qu'ils n'ont pas d'autres perspectives que de discuter (le plus souvent bouc cousus) les tracts ou articles du bulletin et ensuite de distribuer le tout à l'A. N. P. E.

Tirant ce bilan, comme quoi si on continuait, on pédalerait dans les rillettes encore plus ; pour pas mal de copains il y avait une aspiration à d'autres formes d'actions. Et même si cela restait encore assez flou, la volonté de casser le ron-ron où était resté le comité était vraiment réelle.

A cela la fraction trotskyte du comité, dans la démarche qui leur a été toujours habituelle (eux, ils savaient quoi faire, eux, ils possédaient le savoir) ne trouvait à proposer pour faire la liaison avec les travailleurs actifs que la participation aux défilés des journées d'actions.

Par rapport aux chômeurs : tirer des tracts, encore des tracts, toujours des tracts ; tracts qui n'étaient que des alignements de slogans reven-



dicatifs, sans aucune prise sur les chômeurs.

La débilite, l'inefficacite de plus en plus manifeste de ce style d'actions devait amener la partie des chomeurs du comite en desaccord a formuler des propositions precises, des actions en rupture avec le ron-ron : "balancons des tracts, il en restera toujours quelque chose !".

Suite de l'histoire page 9

extrait du
bulletin n°9
novembre 76



LA GARANTIE DES RESSOURCES ;

Travail ou pas, nous les travailleurs avons les mêmes besoins, mais avec le chômage d'est une chute brutale de nos ressources. Dès que nous n'avons plus de travail nous n'avons droit qu'à des aumones, des allocations qui ressemblent plus à la charité qu'à autre chose.

Il s'agit donc de définir une autre conception des revenus qui prennent en charge les besoins réels des travailleurs sans emploi, que le pouvoir ne pourra pas manipuler et que les chômeurs pourront définir eux-mêmes et contrôler.

Il y a nécessité d'une notion de revenu liée, non plus à la seule notion de prix du travail (puisque les chômeurs par définition n'ont pas de travail à échanger contre un salaire), mais des besoins réels des travailleurs avec ou sans emploi.

Nous nous battons donc pour une garantie de nos ressources, travail ou pas, égale au moins au montant du SMIC revendiqué par les organisations syndicales (actuellement égale à 2 000 F par mois) et qui prenne en compte nos besoins.

UN EMPLOI UTILE POUR TOUS :

Si nous revendiquons un emploi, nous ne voulons pas n'importe quel emploi ; ainsi nous refusons tout emploi qui serait une déqualification, donc une baisse de salaire par rapport à l'emploi précédent ou un accroissement des conditions pénibles de travail. Dans un système de gaspillage, d'exploitation et de misère, nous ne pouvons pas gaspiller notre vie à construire des concordances dans lesquels nous ne voyagerons jamais ou bien des centrales nucléaires suicidaires alors que tant de besoins réels des travailleurs sont insatisfaits pour les logements, les transports collectifs, etc...

Nous réclamons donc la création d'emplois utiles pour tous, c'est-à-dire pour tous les travailleurs.

Une augmentation des emplois, si elle ne pourrait être que bien accueillie, en elle-même ne serait qu'un répit temporaire au milieu du chaos général du système capitaliste, car le chômage est le fruit naturel d'un système que nous ne pouvons accepter.

Notre campagne d'action se développe et se développera donc autour des deux slogans :

TRAVAIL OU PAS : GARANTIE DE RESSOURCES

UN EMPLOI UTILE POUR TOUS ET TOUTES

Si les syndicats ont pu encourager pendant un temps la creation de comités de chômeurs ils n'ont par contre jamais favorisés leurs liaisons entre eux.

de
comité
à
comité



Isolé dans la region Centre le comité de Tours se trouvait sans aucunes relations avec ses homologues. Il fut alors entrepris un travail de liaison directe et horizontale avec les autres comités, qu'ils soient CFDT, CGT ou autonomes. Cela n'allait pas sans poser quelques problemes, ainsi à une lettre envoyée au comité CFDT de Nantes le comité de Tours reçut en réponse une lettre des bureaucrates de l'Union Régionale des Pays de Loire comme quoi si nous (le comité de Tours) voulions avoir des relations entre comités il nous fallait passer respectivement par nos Union Locale puis par nos Unions Regionales.

LA JEUNESSE QUI CHÔME, C'EST L'ARMEE DE LA REVOLUTION EN MARCHÉ

jean royer



* Qui niera...

Les bienfaits de la pratique
Son intérêt dramatique
Et ses puissants résultats
Qui niera
La simplicité rustique
Et le côté sympathique
De l'action dans tous les cas

les bienfaits
de la pratique

Pourtant la théorie je vous l'assure a bien du charme
La méthode directe est moins efficace souvent
Persuader l'ennemi plutôt que de prendre les armes
Est un moyen vraiment très séduisant.

* Mais

Qui niera
Qu'une propagande intense
Jamais persuade en France
Que ceux qui le sont déjà...

Ah, là évidemment...
Mais, quand même l'action directe,

* Pauvre dégonflé, pauvre dégonflé
Théorie... Théorie...

Moi, je tiens...
Moi, je tiens pour la pratique

Rien ne vaut la théorique

On verra, on verra, on verra !

Tu crois qu'on t'écoute et tu crois qu'on t'attend
Mais tu restes seul tout le long de ta vie.

Tu crois qu'il faut faire un effort pour les gens
Maintenant tu as compris
Tu crois qu'on répond à tous tes arguments
Tu n'as entendu que l'écho de ta voix
Tout seul tu étais et seul tu resteras
Dans cette chambre où te voilà
Et seul tu crèveras
Sans personne avec toi.



texte de boris vian

Autre fait significatif c'est lors d'une conférence nationale sur l'action et l'organisation des chômeurs au sein de la CFDT que les bureaucrates kidnaperent une liste d'adresses de comités qui circulait dans la salle entre les délégués des comités.

Néanmoins le comité de Tours a fait un gros boulot de liaison envoyant aux autres comités les bulletins, tracts sortis et aussi des bilans de pratique; ainsi des échanges réciproques de documents et d'informations ont pu s'établir avec pas mal de comités de France et même avec l'organisation des chômeurs anglais, les "Claimant's Union".

CHÔMEURS ET SYNDICATS

Sur la quarantaine de comités existant aujourd'hui en France, la grande majorité sont des comités syndicaux, surtout CFDT. Un comité syndical c'est à dire lié aux organisations inter-professionnelles (UIS, UL, UR) n'est pas tellement une chose qui va de soi. Les chômeurs et les chômeuses à Tours sont en grande partie des jeunes sortant de scolarité et des femmes licenciées ou à la recherche d'un emploi après avoir élevé leurs enfants. Ces catégories, soit n'ont jamais connu la "vie" professionnelle, soit l'ont quittée depuis un certain temps. Elles ont donc une perception des syndicats tout à fait différente de celle que peuvent avoir des gens en activité dans une entreprise. Il y a aussi pas mal de chômeurs qui "reprochent" aux syndicats leurs licenciements. On ne peut pas dire que le sigle syndical aide particulièrement à l'organisation des chômeurs surtout quand 2 comités syndicaux apparaissent simultanément (ce fut le cas un moment à Tours). Alors que l'organisation des chômeurs est chose difficile, hériter de la division syndicale est un luxe dont on doit se passer.

L'intérêt d'un comité syndical est qu'intégré à une structure inter-professionnelle cela permet et facilite les liaisons indispensables avec les travailleurs actifs, cela peut aussi permettre de résoudre pas mal de problèmes matériels. Mais toutes ces possibilités ne se réaliseront que si l'UIS a un fonctionnement effectif. A Tours le co-

mité a toujours été en marge de l'UIS, pas tant de l'action inter-professionnelle qui est quasi inexistant, mais surtout des sections d'entreprise. A cela plusieurs raisons:

- Le comité devait s'articuler par rapport à l'UIS et aux sections autour d'une commission-emploi, mais celle-ci n'a jamais existé.

- L'étiquette gauchiste généralement collée au comité a suscité la défiance, sinon la méfiance, dans l'UIS; ce qui n'a pas facilité les choses.

- le comité a pendant longtemps surtout recherché une liaison plutôt formelle avec les travailleurs actifs, ce qui se réduisait le plus souvent à la participation aux manifs "traîne-chaussons" des journées d'action. Notre énergie était surtout pompée par l'action vers les chômeurs et le temps manquait pour nous tourner plus vers l'intérieur du syndicat et les sections.



SYNDICALISTE AYANT L'OEIL
SUR LES CHÔMEURS.

Au niveau local le comité était admis aux séances du conseil d'UIS, mais lors du dernier congrès régional CFDT de 76 à Chateauroux la commission exécutive régionale a refusé notre participation aux travaux. Quant au niveau confédéral il fut bien convoquée une conférence nationale sur "l'action-chômeurs" auxquelles participa le comité de Tours, les résultats furent nuls.

En conclusion nous dirons que si les syndicats agissent contre les licenciements, une fois les gens licenciés et chômeurs alors on ne les prend en compte surtout qu'à travers les slogans ou pour des grands coups publicitaires style "Etats Généraux des jeunes chômeurs" 7 de la CGT.

nous, les femmes chômeuses



Nous sommes les dernières embauchées, les premières licenciées.

- Au pointage, sur 30 personnes, nous sommes 20 femmes, et en majorité des jeunes femmes chômeuses.

Nous sommes renvoyées dans l'isolement de nos foyers.

Les problèmes financiers sont cruels :

Un salaire en moins dans un couple, c'est déjà dur, mais quand la femme est seule c'est dramatique.

On a l'habitude de dire qu'une femme au chômage, ce n'est pas une femme à la rue. Elle a de quoi s'occuper à la maison, c'est vrai ! Ainsi elle ne traînera pas, elle ne sera pas dangereuse pour l'ordre social elle atrop de choses à faire.

Au bout de deux mois de chômage, une femme n'a plus droit à la crèche. Ainsi elle ne pourra plus trouver de travail, car on ne peut pas en même temps garder les enfants et courir les petites annonces.

Dans les écoles, la mère doit fournir un certificat de travail pour laisser ses enfants à la cantine et à la garderie.

POURQUOI CETTE SITUATION POUR LES FEMMES ?

Cela vient de la place qui lui est réservée dans la société. Dès l'enfance on nous apprend que le foyer est un lien privilégié pour l'épanouissement d'une femme :

De là, pas ou très peu de formation professionnelle. On dit que nous ne sommes pas faites pour travailler à l'extérieur.

Et quand on l'a, il s'agit généralement d'une formation peu qualifiée (Ex. : Textile)

De plus le salaire de la femme est considéré comme un salaire d'appoint par rapport à celui du mari. Deux tiers des smicards sont des femmes.

Nous sommes des pions qu'on envoie tantôt à l'usine, au bureau, tantôt qu'on renvoie à la maison, sans nous demander notre avis, selon les besoins de l'économie. Mais ce système économique n'est pas le nôtre, c'est celui du gouvernement et des patrons.

Nous revendiquons une formation professionnelle équivalente pour les femmes et les hommes, un même statut dans le travail.

Non, nous ne resterons pas au foyer !
Non au chômage.

Nous sommes plusieurs femmes dans le comité de chômeurs à avoir ces problèmes et nous ne sommes pas les seules.

Nous vous invitons à nous rejoindre dans le comité.

Début octobre 76, un copain proposa "une bouffe-chômeurs" ; le but de cette action proposée était d'essayer de casser l'isolement des chômeurs entre eux et l'isolement du comité par rapport aux chômeurs. Il s'agissait qu'à travers cette rencontre, des liens véritables se créent entre chômeurs à partir d'une connaissance mutuelle de ce qu'est le chômage pour chacun d'entre nous. Histoire que les chômeurs sortent des statistiques ou des slogans où on les enferme ; ainsi d'autres rapports auraient pu être établis, rapports qui auraient réunis les conditions d'une véritable lutte collective.

Cette proposition déclencha une crise violente au sein du comité. Pour les trotskystes du comité, il était inconcevable que cette proposition aboutisse. Pour eux, les gens qui viendraient à une telle bouffe discuteraient de n'importe quoi et surtout pas des choses importantes ; ce projet, en voulant foutre en l'air les rapports qui avaient été ceux du comité vis à vis des chômeurs, c'est à dire des rapports militants (autrement dit des rapports de gens conscientisés à des gens dits non conscientisés), en remettant en cause ces rapports et le

style d'actions qui en découlaient, revenait à ôter la "raison d'être" à ces militants trotskystes ou autres, qui se croient investis de la haute mission d'amener la classe ouvrière au paradis en lui dictant la marche à suivre. (on s'en est aperçu par la suite lors des débats).

De la part de la fraction trotskyste ce fut alors, pendant plusieurs réunions, un véritable tir de barrage contre le projet bouffe : affrontements verbaux, arguments du style : "c'est pas politique".

A une proposition complémentaire d'inviter à cette rencontre des gens des sections, il fut répondu que ce n'était pas conforme à l'esprit syndicaliste qui devait animer le comité : "cela allait poser des problèmes avec l'U. I. S." et puis de toutes manières comme ils le disent "on est contre les contacts directs". Au projet bouffe ils répondaient : règlement, règlement...

Sur ce projet de bouffe, les positions se tranchèrent : d'un côté les trotskystes, de l'autre le reste du comité. Les clivages étaient tels que la si-

UNE IDEE DANS L'AIR

Le chômage ne favorise qu'une chose : l'isolement et c'est l'isolement qui nous tue dans notre vie quotidienne ; isolement face aux tracasseries administratives, face au percepteur, aux saisies et aux expulsions.

Et puis aussi c'est l'isolement face aux autres. Dès qu'on a plus de travail on dérange et beaucoup d'entre-nous vivent alors leur chômage comme une faute personnelle : on est coupable de ne pas "savoir" trouver du travail, on est un "parasite" en un mot : on crève la honte.

Avec le chômage on se trouve brutalement dans un trou noir. Et alors que nous sommes plus d'un million dans la même situation, c'est le "chacun pour soi" qui devient la devise de la grande majorité d'entre-nous.

7 000 chômeurs à Tours : et pourtant c'est comme si nous n'existions pas car combien d'entre nous osent sortir des statistiques dans lesquels nous enferment l'état et les patrons.

LUTTER, LUTTER... c'est bien beau mais pour cela encore ne faut-il pas être honteux de son état et ne pas s'isoler.

Alors voilà on s'est aperçu qu'aux portes de l'A.N.P.E. c'était pas facile de discuter et que dans les meetings il n'y a que les chefs qui parlent ; alors donc on a eu une idée (on a pas de pétrole mais on a des idées) c'est qu'un midi on se voit le plus possible pour manger ensemble et discuter. Attention, ce ne sera ni "MAXIM'S" (ce sera bon quand même) ni la soupe populaire (on est contre la charité et chacun participera aux frais mais ça ne sera pas cher). Ce sera une occasion plus sympathique que le meeting ou le pointage de discuter et de sortir de son isolement ; et il ne sera pas inter-dit de parler d'autre chose que du chômage.

Voilà pensez-y et dites nous si vous avez d'autres idées ; on en reparlera bientôt.

tuation était bloquée et rien ne sortait plus du comité.

Vu l'opposition de la fraction "pure et dure" qui représentait un peu moins de la moitié du comité, le projet bouffe était annulé de fait, bien que les gauchistes, tout en y étant opposés, acceptaient que le projet fut réalisé par la partie du comité qui le proposait et sans que le comité, en tant que tel, soit engagé. Et c'est sur ce point que nous n'étions pas d'accord car c'était le comité qui prenait en charge la "bouffe" ou bien elle n'avait pas lieu.

Dès lors jusqu'en mars 77, l'activité du comité se réduisit aux seules réunions hebdomadaires du mercredi où d'engueulades en engueulades, de propositions en contre propositions, de bilans en bilans,

Le comité s'est auto-dissout; et ce malgré la volonté de quelques uns de repartir sur de nouvelles bases en tirant bilan de l'expérience précédente, et en rompant la monotonie du tract et du bulletin. Le blocage des gauchistes empêchant un redémarrage sur ces nouvelles bases, le comité ne pouvait que s'auto-dissoudre, les gauchistes prétextant qu'aujourd'hui la situation du chômage n'était pas suffisamment "catastrophique" pour espérer une mobilisation des chômeurs. Comme quoi y'a pas qu'à gauche qu'on attend 78 !

Provisoirement il n'y a plus d'actions chômeurs à Tours ; nous souhaitons que ce bilan permette une reprise prochaine de l'action sur des bases plus saines.



l'art de clouer le bec et de se faire entendre

histoire écrite et réalisée
par des chômeurs et chômeuses